

Développons nos atouts et nos infrastructures

Genève est à un tournant. Ces prochains mois, nous nous rendrons aux urnes pour nous prononcer sur des projets qui façonneront la Genève de demain: baisse de la fiscalité, liaison ferroviaire Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse (CEVA) et traversée de Vésenaz. Quant aux citoyens de la ville, ils devront donner un préavis sur deux projets cruciaux pour la région tout entière: la création de nouveaux quartiers à Praille-Acacias-Vernets et l'extension de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Nous avons tous, quelque part, la tentation de refuser ce type de grands projets. Les travaux sont bruyants, produisent de la poussière, perturbent la circulation, coûtent de l'argent. Ces projets soulèvent aussi des interrogations légitimes plus profondes: faut-il continuer à grandir, à attirer chez nous de plus en plus de gens? Là aussi, la tentation de refuser toute nouvelle infrastructure est bien présente. Notre qualité de vie, enviée dans le monde entier, est telle qu'on ne voit pas pourquoi il faudrait accepter un quelconque développement.

Nous sommes toutefois dans une situation paradoxale où la qualité de vie même de Genève, en attirant des personnes du monde entier, est à l'origine de ses problèmes de logement, de trafic et de chômage. Nous devons ainsi nous battre pour conserver cette attractivité. Si nous ne le faisons pas, d'autres le font et nous perdrons notre situation privilégiée. Quand tu es arrivé en haut de la montagne, continue à grimper, dit le proverbe tibétain.

Au fond, qu'est-ce qui conditionne notre



MARK MULLER

CONSEILLER D'ÉTAT CHARGÉ DU
 DÉPARTEMENT DES CONSTRUCTIONS
 ET DES TECHNOLOGIES
 DE L'INFORMATION

prospérité? C'est notre capacité à procurer à chacun un emploi de qualité, à créer des richesses. Pour atteindre cet objectif central, nous devons permettre aux entreprises locales de se développer et attirer à Genève de nouveaux établissements. Il est vrai que ces nouvelles sociétés arrivent à Genève avec des collaborateurs, qui doivent trouver à se loger. Mais ces entreprises créent aussi des emplois pour les Genevois. Elles génèrent une activité économique locale dont profitent nos commerçants.

**«Nous devons permettre
 aux entreprises locales
 de se développer et attirer
 à Genève de nouveaux
 établissements»**

Pour conserver cette attractivité, seule à même de donner du travail à notre population et de garantir notre qualité de vie et notre prospérité, ma conviction est que nous devons développer nos atouts et nos infrastructures.

Sur le plan politique, le plus important des prochains scrutins est clairement le vote sur l'extension de l'OMC. Les citoyens de la ville de Genève devront dire s'ils sont d'accord que le bâtiment de cette organisation, situé au bord du lac, puisse être agrandi. Ce projet permettra à l'OMC de s'implanter sinon définitivement à Genève, du moins durablement. Ce sera un atout de plus pour Genève. Mais quelle serait la conséquence d'un refus? Juridiquement, il n'empêcherait pas le projet d'aller de l'avant, mais serait un signal très négatif à la Genève internationale, cette Genève internationale à laquelle Genève doit tout. Croyez-vous que Genève serait ce qu'elle est si, en 1919, les Alliés, avec le soutien du premier conseiller fédéral genevois, Gustave Ador, n'avaient pas décidé de localiser à Genève le siège de la Société des nations?

Aujourd'hui, il est temps d'en prendre conscience et de manifester notre reconnaissance à la communauté internationale en soutenant le projet de l'OMC de pérenniser sa présence à Genève. En cas de refus, le camouflet que nous infligerions aux organisations internationales pourrait entraîner des conséquences graves, comme le départ de l'OMC, puis, il ne faut rien exclure, de l'ONU. A l'heure où la crise économique est là, nous devons renforcer nos atouts et non les affaiblir.